

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 30/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

VAL D'ISERE-Régie des pistes de

B.P. 260
73150 VAL D ISERE

Références : 20230130_RAP_ValdIsere-LaDaille-vf
Code AIOT : 0006111948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 de l'établissement exploité par la Régie des pistes de VAL D'ISERE et implanté au Lieu-dit LA DAILLE, à VAL D'ISERE (73 150). L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière inspection sur ce site s'étant tenue le 26/03/2013 et la fréquence d'inspection associée étant de 7 ans, le dépôt de la Daille est apparue sur le PPC (Plan de Contrôle Pluri-annuel) de l'inspection des installations classées dès l'année 2020.

Cependant, le contexte sanitaire national d'alors (premier confinement lié au CoVid-19) suivi de la « saison blanche » inédite de l'hiver 2020-2021 (fermeture des remontées mécaniques) ont conduit au report de cette inspection sur l'année 2022.

Par opportunité, cette inspection a couvert plus généralement l'ensemble des prescriptions qui ont vocation à s'appliquer au site et s'inscrit également dans le cadre d'une opération mise en place à l'échelle régionale par la DREAL en 2022, relative aux « audits électriques et foudre ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL D'ISERE-Régie des pistes de
- Lieudit LA DAILLE 73150 VAL D ISERE
- Code AIOT : 0006111948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le dépôt de La Daille a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 09/03/1979. Compte tenu de plusieurs modifications des conditions d'exploitation, cet arrêté a été successivement complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 04/07/2011 et 25/02/2014.

Au titre du Code de l'environnement, le dépôt de La Daille bénéficie d'un récépissé de déclaration au titre des droits acquis pour la rubrique 1311-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), délivré le 01/04/2011 à M. Renaud LOBRY, en sa qualité de Directeur de la Régie des pistes de Val d'Isère. Suite à l'évolution réglementaires de 2015, ce dépôt est maintenant soumis au régime de l'autorisation sous la rubrique 4220-1 de la nomenclature des ICPE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Outre la situation administrative du site, l'inspection a eu pour objet le contrôle des conditions de stockage, la tenue générale des installations ainsi que les dispositions d'exploitation applicables en termes de sûreté.

Par ailleurs, l'inspection a permis de faire le point sur la périodicité des vérifications à conduire s'agissant des installations électriques, ainsi que sur les attendus documentaires en matière de protection contre le risque Foudre.

Faute de temps à passer sur la partie "salle", afin de ne pas gréver celui dédié à la visite des installations lors de la partie "terrain", le respect à l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 mars 1979 n'a pas été vérifié. Celui-ci porte sur l'aspect documentaire du suivi des installations, les dossiers à tenir à la disposition de l'inspecteur ainsi que le registre détaillé des entrées/ sorties des explosifs. Leur contrôle spécifique pourra faire l'objet d'une inspection future.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéfice de l'antériorité	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1 et R.513-1	/	Sans objet
7	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.3	/	Sans objet
20	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
21	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bénéficiaire	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 1	/	Sans objet
3	Situation	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 2	/	Sans objet
4	Timbrage	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 4	/	Sans objet
5	Chambre d'expansion	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.1	/	Sans objet
6	Organisation des stockages et allées	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.2	/	Sans objet
8	Aérage	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.4	/	Sans objet
9	Limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.5	/	Sans objet
10	Dispositifs de manutention	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.6	/	Sans objet
11	Éclairage	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Gardiennage	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.8	/	Sans objet
13	Merlon	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.9	/	Sans objet
14	Autorisation individuelle d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 6	/	Sans objet
15	Consignes de sécurité des personnels	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 8	/	Sans objet
16	Porter-à-connaissance	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 9	/	Sans objet
17	Cessation	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 11	/	Sans objet
18	Perte/ Vol/ Disparition	Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 12	/	Sans objet
19	ADR – Transport des marchandises dangereuses par route	Règlement européen du 01/01/2019, annex A > article 1.1.3.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont anciennes. Le dépôt a été contrôlé à plusieurs reprises depuis les années 1980 par l'inspection des installations classées.

Il a été constaté que l'ensemble des dispositions constructives sont en place.

Si les vérifications électriques ainsi que l'analyse du risque « Foudre » n'avaient pas été correctement effectuées par l'exploitant à la date de l'inspection, les contrôles réglementairement requis sur le site ont été depuis déployés, entre la tenue de l'inspection et l'édition du présent rapport.

Enfin, les prescriptions étant anciennes, certaines d'entre elles ne sont plus d'actualité (notamment en matière de sûreté) et l'arrêté préfectoral d'autorisation mérite d'être mis à jour sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéfice de l'antériorité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L.513-1 et R.513-1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4220
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.
Constats : L'exploitant bénéficie, pour le dépôt de la Daille, d'un récépissé de déclaration au titre des droits acquis pour la rubrique n°1311, daté du 1er avril 2011, pour une quantité équivalente de matière active de XXX kg (cf. Anx confidentielle). Ce récépissé a été pris au bénéfice de M. Renaud LOBRY – directeur de la régie des pistes de Val d'Isère. L'exploitant a par ailleurs procédé à la révision quinquennale de son étude de sûreté, qui a été actée par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2018, modifiant l'arrêté du 9 mars 1979 valant autorisation d'exploiter ce dépôt, pour le stockage de YYY kg (cf. Anx conf.). Cependant, la situation administrative du dépôt n'est pas pleinement régulière, car l'exploitant n'a pas sollicité auprès du préfet de la Savoie le bénéfice du droit à l'antériorité pour la rubrique 4220, comme l'article L.513-1 du Code de l'environnement lui en offre la possibilité.
Observations : Il appartient donc à l'exploitant de se faire connaître auprès du préfet pour l'exploitation d'un dépôt soumis à la rubrique n°4220-4 de la nomenclature des installations classées. S'agissant d'une installation relevant du régime de l'autorisation, mais non soumise à obligation de constitution des garanties financières, le législateur impose depuis le 1er janvier 2021 que toutes les demandes arrivent auprès du guichet unique ICPE sous forme dématérialisée. Ainsi, il convient de remplir le formulaire en ligne disponible à l'adresse ci-dessous : https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R42638 Par ailleurs, il convient de noter que la présente étude de sûreté n'est valable que jusqu'au 15 décembre 2023 et qu'elle devra donc être très prochainement actualisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bénéficiaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 1
Thème(s) : Situation administrative, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : M. Le Maire de Val d'Isère est autorisé à aménager et à exploiter un dépôt d'explosifs de 1ère catégorie sur le territoire de la commune de Val d'Isère aux conditions fixées par les décrets et sous les conditions énoncées aux articles suivants.
Constats : La Régie des pistes et des secours de Val d'Isère (SIRET 217 303 049 00092) est un établissement secondaire de l'entreprise Commune de Val d'Isère (SIRET 217 303 049 00019). Le bénéficiaire de l'arrêté est donc correctement identifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Situation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Emplacement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dépôt sera établi à l'emplacement marqué sur le plan d'ensemble et conformément aux plans et coupes de détail produits. Il appartiendra au type enterré, à charge condensée, sans projections superficielles, défini par l'arrêté ministériel du 15 février 1928 modifié.
Constats : Le dépôt est toujours situé à l'emplacement indiqué. Il n'a pas été déménagé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Timbrage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité équivalente totale de matière active stockée au lieu-dit La Daille est de YYY kg.
Constats : Le timbrage constaté lors de l'inspection est apparu conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Chambre d'expansion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La chambre d'expansion aura une section de 5 x 2,5m et une profondeur de 3m au moins. Elle ne devra être encombrée à aucun moment.
Constats : L'existence de la chambre d'expansion prescrite a été constatée ; elle était libre de tout encombrement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages et allées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les caisses d'explosifs seront disposées à l'intérieur de la galerie-magasin sur un platelage approprié ou sur des supports ne s'élevant pas à plus de 1,60 m du sol. L'allée centrale aura une largeur minimum de 1,20 m. Le sol de la galerie d'accès et celui de la chambre magasin seront recouverts d'une chape en béton.
Constats : Le stockage des caisses d'explosifs est apparu conforme, tout comme la largeur de l'allée centrale. Le sol de la galerie d'accès et celui de la chambre magasin sont couverts d'une chape en béton.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La galerie-magasin, la chambre de détente et le dépôt proprement dit seront munis d'un réseau de rigoles pour l'évacuation des eaux à l'extérieur.
Constats : La présence de rigoles pour l'évacuation des eaux à l'extérieur n'a pas pu être constatée dans la galerie-magasin, la chambre de détente et le dépôt proprement dit. Ce constat trouve une circonstance atténuante du fait de l'absence de traces constatées qui aurait pu être générées par de tels écoulements. L'exploitant a néanmoins indiqué que des écoulements pouvaient ponctuellement avoir lieu ; il lui revient donc de s'organiser afin que ces écoulements soient canalisés par un dispositif dédié (goulotte, rigole, margelle) et qu'ils ne puissent rendre glissant le sol des locaux (cellules, galerie-magasin etc.).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Aérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La galerie-magasin sera ventilée par une conduite d'aérage de 200 mm de diamètre placée en couronne et débouchant au jour par une cheminée de 2 m de hauteur avec capuchon.
Constats : La galerie-magasin est correctement ventilée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrée de la galerie d'accès sera protégée par 2 portes métalliques en tôle pleine, renforcées par des nervures ou cornières, munies de serrures de sûreté et placées à 2 m de distance l'une de l'autre. L'une des portes sera équipée d'un dispositif d'alarme avec une sonnerie ou klaxon installé dans le local du gardien, qui aura vue directe sur l'entrée du dépôt et sera doté d'un téléphone. Le circuit de signalisation sera réalisé de manière à déclencher l'avertisseur acoustique en cas d'ouverture de la porte ou de rupture des fils conducteurs. La chambre-magasin sera fermée par une porte en bois de construction solide avec serrure.
Constats : Les prescriptions listées dans cet article apparaissent obsolètes ; la situation est conforme aux dispositions de la dernière étude de sûreté, qui a fait l'objet d'un avis des services de la gendarmerie.
Observations : Il est proposé de supprimer cette prescription devenue obsolète. Les prescriptions relevant du champ de la sûreté sont aujourd'hui portées par les arrêtés ministériels (notamment l'arrêté du 13 décembre 2005). Leur vérification est faite dans le cadre des mises à jour quinquennales de l'étude de sûreté et sont actées par des arrêtés préfectoraux distincts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de manutention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le transport des caisses se fera, soit à dos d'homme, soit au moyen d'un véhicule en bois muni de roues caoutchoutées.
Constats : Les véhicules (diables) utilisés sont dûment munis de roues caoutchoutées.
Observations : Formellement, il est prescrit d'utiliser des véhicules en bois pour le transport des caisses dans le dépôt. Cette prescription, qui vise à garantir l'aspect « anti-déflagrant » de ces outils et prévenir la production d'étincelles s'ils doivent racler sur la dalle béton, est une prescription que l'on retrouve habituellement sur les sites en charge de la fabrication d'explosifs. Cette prescription n'apparaît ni proportionnée, ni équitable, dans le cadre d'une installation de stockage d'explosifs. C'est la raison pour laquelle ce point n'est pas relevé comme participant d'une non-conformité dans le présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Éclairage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dépôt sera éclairé à l'électricité. Cet éclairage sera de sécurité.
Constats : L'éclairage est électrique. Par sondage, le cache de l'une des lampes a été démonté ; il a été constaté la présence d'un joint ainsi que des éléments de nature à garantir l'étanchéité de ce dispositif aux poussières et gaz.
Observations : Le rapport à venir portant sur la vérification des installations électriques aura pour objectif, entre autres, de statuer sur la conformité de ces lampes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.8
Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un poste supplémentaire de gardiennage sera installé dans un bâtiment de la Daille à environ 200 m de l'entrée de la dynamitière. Il sera muni d'un poste téléphonique relié au standard du cantonnement de gendarmerie en liaison permanente avec le poste de gendarmerie de Bourg Saint Maurice.
Constats : Les prescriptions listées à cet article apparaissent obsolètes ; la situation est conforme aux dispositions de la dernière étude de sûreté, qui a fait l'objet d'un avis des services de la gendarmerie.
Observations : Il est proposé de supprimer cette prescription devenue obsolète.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 5.9
Thème(s) : Risques accidentels, Merlon
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un merlon, avec chambre réceptrice, sera édifié devant l'entrée de la galerie d'accès et à 2 m au plus de cette entrée pour arrêter les matériaux projetés par une explosion. La chambre réceptrice de merlon aura une profondeur de 3 m au moins. Elle présentera en largeur et en hauteur des dimensions sensiblement supérieures à celles du débouché de la galerie d'accès.
Constats : Le merlon est toujours en place. La chambre réceptrice a été isolée à la manière d'un sas, dont le bâti est formé d'une structure légère - dont les parois apparaissent soufflables. Ses dimensions en largeur et en hauteur sont sensiblement supérieures à celles du débouché de la galerie d'accès.
Observations : L'exploitant devra rester vigilant sur la fonction de cet espace, et veiller à ne pas pérenniser ce sas par son confortement dans un bâti construit "en dur", dont les débris pourraient constituer un risque de projection en cas d'explosion dans l'une des chambres de stockage ou dans la galerie-magasin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Autorisations connexes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation individuelle d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le directeur de la régie des pistes de VAL D'ISERE est titulaire de l'autorisation individuelle d'exploitation
Constats : Le directeur de la régie des pistes dispose effectivement de l'autorisation requise (arrêté d'autorisation individuelle d'exploitation du 06/11/2017).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Registres et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité des personnels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, un document dédié spécifiquement à la sécurité des personnels doit être intégrée au PIDA. Ce document permet :</p> <ul style="list-style-type: none"> → de déceler toutes les possibilités d'accidents pyrotechniques et d'établir, dans chaque cas, la nature et la gravité des risques encourus par les personnels. → de déterminer les mesures à prendre pour éviter les accidents et limiter leurs conséquences. → de démontrer, en tenant compte des conditions météorologiques, que des mesures sont prévues afin d'éviter un accident pyrotechnique, tant à l'extérieur (aire de livraison, voisinage, voie d'accès) qu'à l'intérieur d'une installation (issues, aire de stockage, local de préparation), et d'en limiter les effets. → de vérifier la conformité de chaque poste de travail avec les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques. → de définir les instructions de travail et les consignes de sécurité qui devront prendre en compte non seulement la notion de « risques » mais aussi celle de la « probabilité de l'accident » et « des dommages potentiels »
Constats : La "NOTICE DE SECURITE TRAVAIL – DÉPÔT DE LA DAILLE" transmise postérieurement à l'inspection, dans sa version d'octobre 2012, répond de manière satisfaisante à cet article.
Observations : L'analyse de cette notice, et son éventuelle mise à jour, pourrait opportunément être conduite par l'exploitant, compte tenu de son ancienneté (10 ans).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Registres et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Porter-à-connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si l'exploitant envisage d'apporter des modifications à l'aménagement de l'installation de produits explosifs ou aux conditions d'exploitation prescrites par l'agrément technique, il devra en informer le préfet du département au moins trois mois avant la mise en œuvre de ces modifications, en lui en précisant la nature. En cas d'urgence, le préfet du département est informé sans délai.</p>
Constats : Aucune modification n'est envisagée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 11
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était agréée techniquement, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées et les conditions dans lesquelles le transfert des produits explosifs restants sera assuré.
Constats : La cessation d'activité du site n'est aucunement envisagée à la date de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Disposition d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/1979, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Perte/ Vol/ Disparition
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La perte, le vol et plus généralement la disparition quelle qu'en soit la cause effective ou supposée de produits explosifs, doivent être déclarés à la gendarmerie le plus rapidement possible, et en tout cas, dans les 24 heures qui suivent la constatation.
Constats : Aucune perte, vol ou plus généralement disparition de matériel explosible n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : ADR – Transport des marchandises dangereuses par route

Référence réglementaire : Règlement européen (ADR) du 01/01/2019, article Anx A > 1.1.3.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exemptions liées aux quantités transportées par unité de transport
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les marchandises dangereuses transportées dans l'unité de transport appartiennent à la même catégorie, la quantité maximale totale est indiquée dans la colonne au tableau ci-dessous : [...] 1/ Classe 1 (1.1B à 1.1J/2/1.2B à 1.2J/1.3C/1.3G/1.3H/1.3J/1.5D) : Quantité maximale totale par unité de transport = 20 kg de la matière explosible – 2/ Classe 1 (1.4B à 1.4G/1.6N) – Quantité maximale totale par unité de transport = 333 kg de la matière explosible – 4/ Classe 1 (1.4S) – Quantité maximale totale par unité de transport = illimitée
Constats : La situation apparaît conforme, sous réserve d'une vérification faite par l'exploitant des numéros ONU des matières transportées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>B. Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion en application de l'article 48, un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.</p> <p>C. A l'exception de ceux intrinsèques aux équipements, les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des locaux à risques, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés des locaux à risques par un mur et des portes coupe-feu, munies d'une ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.</p> <p>D. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.</p> <p>Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.</p> <p>E. Conditions d'application du présent article.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dispositions des points B et C sont uniquement applicables aux installations dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022. - Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. - Le cas échéant, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du point D sont réalisés avant le 1er septembre 2024. » <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des précédents rapports de vérification des installations électriques ; l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/03/1979 ne prescrivait pas de telles vérifications sur les installations. Cependant, celles-ci restent réglementairement requises pour les sites ICPE soumis au régime de l'autorisation (voir « observation »).</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait contrôler les installations électriques de son site par un bureau de contrôle compétent. Il veillera à transmettre le rapport de contrôle à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, qui n'excéderont pas deux mois à compter de la notification du présent rapport.</p>

<p>Observations : Les dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail renvoient à une périodicité des vérifications fixées par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture (Article R4226-18 du code du travail).</p> <p>L'arrêté interministériel (ministère de l'emploi et de la solidarité et ministère de l'agriculture et de la pêche) du 10/10/00 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.</p> <p>Article 5 de l'arrêté du 10 octobre 2000 « La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement, si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification. »</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du Risque Foudre (ARF)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas d'Analyse du Risque Foudre (ARF) associé à son dépôt. Si la nature enterrée de ce dépôt forme une circonstance atténuante à cette situation irrégulière, la production d'une telle analyse reste réglementairement requise.</p> <p>Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait contrôler ses installations par un bureau de contrôle compétent en risque foudre. L'exploitant veillera à transmettre le rapport d'ARF à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, qui n'excéderont pas deux mois à compter de la notification du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet